Fredj MAATOUG, *John F. Kennedy, la France et le Maghreb*, Préface de Jacques Thobie, Paris, L'Harmattan, avril 2012, 353 p. ISBN : 978-2-296-96095-5

L'historien tunisien Fredj Maâtoug avait soutenu en 1993 à la Sorbonne, sous la direction de Jacques Thobie, une thèse portant sur les positions du sénateur puis président démocrate John Kennedy relatives à la décolonisation du Maghreb. Près de vingt ans après, il en a publié ce livre centré sur l'élaboration d'une nouvelle politique des États-Unis visant à encourager la France à renoncer à sa souveraineté sur l'Algérie pour éviter que la prolongation d'une guerre coloniale n'aboutisse à renforcer l'intrusion du bloc soviétique sur la rive méridionale de la Méditerranée. Ce problème a déjà inspiré d'autres travaux, tels que ceux de l'historienne tunisienne travaillant aujourd'hui en France, Samya El Machat, publiés par L'Harmattan en 1996, sur les relations entre les États-Unis et les nationalistes des trois pays du Maghreb, ou encore le livre de l'historien américain Irwin M. Wall aujourd'hui traduit en français sous le titre *Les États-Unis et la guerre d'Algérie*, publié par les éditions Soleb en 2006. Ce nouvel ouvrage n'en est pas moins très intéressant.

En effet, à voir le livre commencer par l'évocation du célèbre discours du 2 juillet 1957, prononcé devant le Sénat par le sénateur John Kennedy pour réclamer une révision radicale de la politique américaine de soutien inconditionnel à la France alliée, on pouvait se demander si le futur président était dupe du discours idéologique américain sur l'anticolonialisme qui était censé s'imposer aux États-Unis eux-mêmes issus d'une révolution anticoloniale, symbolisée par la fameuse *Tea party* de Boston, où des Américains déguisés en Peaux-rouges avaient jeté à la mer les cargaisons de thé de la Compagnie des Indes. Mais le lecteur est rapidement rassuré : la position du futur président ne reposait nullement sur ces illusions idéologiques, mais sur des analyses beaucoup plus approfondies. Le livre a le grand mérite de présenter, en plus des analyses du futur président, un aperçu de toutes les influences qui ont pu les inspirer et des réactions qu'elles ont provoquées, aux États-Unis, en France et ailleurs. En ce qui concerne la nature même du conflit franco-algérien, nous lisons avec le plus grand intérêt (p. 123) que dans une de ses lettres, Arthur Schlesinger Jr. lui confiait : « Je suis sûr que la question algérienne est, sur de nombreux points, comme tu as dû le penser à maintes reprises, similaire à la question irlandaise (y compris la présence des colons), et qu'elle est en train d'avoir sur la politique française, un peu, l'effet qu'avait eu la question irlandaise sur la politique britannique avant la Première guerre mondiale ». C'était en effet un argument très parlant pour un descendant d'immigrés irlandais, en même temps qu'une analogie historique tout-à-fait soutenable. En même temps, on lit avec le même intérêt l'importante contribution de l'historienne Lorna Hahn, critiquant radicalement la politique menée par la France en Algérie depuis 1830. On voit que le sénateur Kennedy était un vrai intellectuel en même temps qu'un politicien ambitieux.

S'il voulait fonder une nouvelle politique américaine sur la compréhension du bien fondé de la révolte du FLN, John Kennedy était sans doute sincère en pensant que les États-Unis devaient sauver leurs amis français d'eux-mêmes, et que la négociation avec les nationalistes algériens devait être le meilleur moyen de sauvegarder leurs intérêts essentiels autant que possible. Mais surtout, il pensait que la reconnaissance, même tardive, du droit à l'indépendance du Maroc et de la Tunisie aurait pu rétablir une vraie paix en Afrique du Nord si la France avait adopté la même attitude en Algérie, et que la prolongation de la guerre d'Algérie, avec un risque d'extension aux deux pays voisins, risquait au contraire de favoriser la radicalisation révolutionnaire du FLN et l'intrusion du bloc soviétique dans la région. Le sénateur Kennedy plaçait beaucoup d'espoirs dans la politique nettement pro-occidentale du président tunisien Habib Bourguiba. L'administration républicaine, si elle rejeta hautement les propositions du sénateur Kennedy, essaya néanmoins de faire pression sur l'allié français par sa proposition de « bons offices » destinés à régler le conflit franco-tunisien de Sakiet-Sidi Youcef (février 1958), ce qui provoqua indirectement la révolution du 13 mai 1958 à Alger, mais le retour du général de Gaulle au pouvoir à Paris lui inspira une attitude plus prudente.

Pourtant le sénateur Kennedy ne revint guère sur sa proposition du 2 juillet 1957 avant son élection contre Nixon à la fin 1960 et, une fois élu président, il

s'abstint de faire pression sur le président Charles de Gaulle parce qu'il l'admirait et parce qu'il lui faisait confiance, tandis que son partenaire français le soutenait très fermement dans la recrudescence de la guerre froide à Berlin et à Cuba en 1961 et 1962. Il s'abstint même de soutenir Habib Bourguiba dans la crise de Bizerte qui l'opposa à la France en juillet 1961. En fin de compte, on peut dire que le président Kennedy déçut ceux qui avaient attendu de lui une tout autre politique américaine envers la France pour lui imposer l'indépendance de l'Algérie, et la première visite du président Ahmed Ben Bella à Washington en octobre 1962 précéda de très peu sa visite beaucoup plus amicale à Fidel Castro. Pourtant, Fredj Maâtoug nous montre que la personne du président Kennedy a continué à bénéficier d'une bonne image à Alger jusqu'à sa mort, mais ce n'était pas le cas de la politique américaine, qualifiée d'impérialiste. Du point de vue américain, nous pouvons conclure plus nettement que l'auteur : le président Kennedy n'a pas pu appliquer la nouvelle politique préconisée par le sénateur en juillet 1957, parce qu'il était déjà trop tard, le FLN ayant pris goût à l'alliance avec les États communistes, mais aussi parce que le regain de la guerre froide l'a poussé à compter plus que jamais sur l'alliance française. Allons plus loin : le président Kennedy a oublié les leçons qu'il voulait tirer en 1957 de la guerre française d'Indochine en se laissant entraîner vers une nouvelle guerre au Vietnam, alors que le président français en tira les leçons.

Guy PERVILLÉ